

UNIVERSITÉS

À l'USJ, un webinar sur le rôle des médias dans l'instauration d'une bonne gouvernance



Le directeur de l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP), Pascal Monin, introduisant un webinar intitulé « Le rôle des médias dans l'instauration d'une bonne gouvernance », organisé à l'USJ. Photo DR

L'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFP) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ), en collaboration avec la Fondation Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), a organisé, dans le cadre des activités du Forum de la bonne gouvernance, un webinar intitulé « Le rôle des médias dans l'instauration d'une bonne gouvernance » avec, comme intervenants : le Pr Fouad Zmokhol, doyen de la faculté de gestion et de management de l'USJ ; Georges Soulage, rédacteur en chef du journal *al-Joumhouria* ; Roula Mikhaël, directrice exécutive de la fondation Maharat ; Walid Abboud, rédacteur en chef du journal télévisé de la MTV ; Hayat Mirchad, directrice de l'association Fe-Male et du site Sharika wa laken. La session a été introduite par le Pr Pascal Monin, directeur de l'OFP, et par Michael Bauer, directeur du KAS, et le forum était animé par le Dr Charbel Maroun, journaliste et enseignant universitaire.

« Il n'y a pas besoin de médias sans liberté, a lancé d'emblée le Pr Pascal Monin. Sans ces institutions médiatiques libres, la voix unique prévaut et la société manquera d'espaces de discussion saine et libre, conduisant à la mort de la démocratie. Ce n'est

pas un hasard si la plupart des sociétés démocratiques sont celles qui bénéficient de médias libres et indépendants. » Et de poursuivre : « Il est nécessaire de revoir d'urgence les différentes lois sur les médias et d'apporter les modifications nécessaires pour permettre la mise en place d'un environnement juridique adéquat au travail des médias. Le concept d'éthique des médias doit également être renforcé afin de fortifier et de protéger les médias et le travail des journalistes. »

Pour sa part, Michael Bauer a souligné l'importance du rôle des médias « dans la construction d'un État de droit efficace, et en mettant en évidence la corruption, le népotisme et tout ce qui entrave le développement de l'État en général ».

Le Pr Fouad Zmokhol a souligné de son côté que « le rôle premier des médias est d'être le médiateur, car ce rôle est plus qu'une quatrième autorité. Les régimes policiers travaillent toujours à mettre la main sur les médias en les faisant taire. C'est malheureusement ce qui se passe au Liban. » Il a souligné que « le rôle des médias dans la bonne gouvernance est la sensibilisation, la participation transparente, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corrup-

tion de manière transparente et la recherche de la vérité ».

Lors de son intervention, Georges Soulage a estimé que « les médias au Liban ne ressemblent à aucun modèle dans le monde. La liberté des médias existe, mais tous les médias ne sont pas libres. Il existe des médias dans une certaine mesure indépendants et donc libres. Quant à la seconde catégorie, ce sont des médias affiliés aux partis ». « L'influence des médias dans le processus de construction d'une bonne gouvernance est impossible dans un pays comme le Liban », a ajouté M. Soulage.

De son côté, Roula Mikhaël a estimé que « le système médiatique libanais est similaire au système politique existant ». « Malgré tout le travail d'enquête médiatique et la détection de dossiers de corruption, rien ne change à cause du système existant », a-t-elle déploré.

Quant à Walid Abboud, il a rejeté « la diabolisation des partis à chaque fois qu'on dit qu'ils contrôlent les médias », soulignant que « ces partis ont le droit d'exprimer leur opinion de la manière qu'ils jugent appropriée ». Enfin, Hayat Mirchad a regretté qu'« à ce jour, il n'y ait pas d'évaluation au Liban pour le rôle des médias dans la bonne gouvernance ».